



Principaux facteurs de la croissance urbaine de Ouagadougou Main factors of urban growth in Ouagadougou

Vincent Zoma¹, Abdoulaye Kiemdé², Yassiya Sawadogo³

¹(Département de Géographie, Université Joseph KI-ZERBO, Burkina Faso)

²(Laboratoire Dynamique des Espaces et Sociétés, Université Joseph KI-ZERBO, Burkina Faso)

³(Laboratoire Dynamique des Espaces et Sociétés, Université Joseph KI-ZERBO, Burkina Faso)

Corresponding Author: Vincent Zoma

RÉSUMÉ: Ouagadougou, capitale administrative du Burkina Faso, connaît un processus d'urbanisation très importante qui entraîne de multiples défis de développement. L'ensemble urbain reste encore hétérogène, associant un centre-ville moderne, des zones d'habitat denses, parfois insalubres et des fronts d'urbanisation irrégulière. La présente étude basée sur une recherche documentaire, des observations sur le terrain, une enquête et des entretiens avec plusieurs acteurs de la ville, vise alors à cerner les principaux facteurs de la croissance de cette ville. Ainsi, il ressort de la recherche que l'inefficacité des politiques de planification urbaine, ainsi que la croissance démographique et l'exode massif des jeunes ruraux vers cette capitale sont des facteurs très importants qui favorisent la croissance de Ouagadougou. Cela entraîne un fort besoin en logement et en équipements sociaux avec pour corollaire une forte extension spatiale et incontrôlée de la ville.

Mots clés: croissance urbaine, Ouagadougou, Burkina Faso

ABSTRACT: Ouagadougou, the administrative capital of Burkina Faso, is experiencing a very significant urbanization process which leads to several development challenges. Globally the urbanization still remains heterogeneous, combining a modern city center, dense, sometimes unhealthy residential areas and irregular urbanization fronts. The present study based on documentary research, field observations, a survey and interviews aims to identify the main factors of the growth of this city. Thus, it emerges from the research that the ineffectiveness of urban planning policies, as well as population growth, the massive exodus of rural youth to this capital, are very important factors that promote the growth of Ouagadougou. This leads to a strong need for housing and social facilities with the corollary of a strong spatial and uncontrolled extension of the city.

KEYWORDS: Urban growth, Ouagadougou, Burkina Faso

Received 06 July, 2022; Revised 18 July, 2022; Accepted 20 July, 2022 © The author(s) 2022.

Published with open access at www.questjournals.org

I. INTRODUCTION

Le monde aujourd'hui compte plus de sept milliards d'êtres humains dont un homme sur deux vit en ville. Ces citadins devraient atteindre 60% de la population à l'horizon de 2030. Rétrospectivement, on retient trois dates repères : 1840, 1929 et 2008. En 1840, pour la première fois dans l'histoire, une agglomération, à savoir Londres, va atteindre deux millions d'habitants [1]. En 1929, pour la première fois également dans le monde, une agglomération, à savoir New York, dépasse les dix millions devenant ainsi une mégapole. En 2008, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, le taux d'urbanisation dépasse 50%, soit un nombre d'habitants vivant en ville dépassant celui des habitants du monde rural. Ainsi, le peuplement de la terre vient donc de connaître un changement structurel majeur. D'aucuns parlent de la révolution urbaine [1].

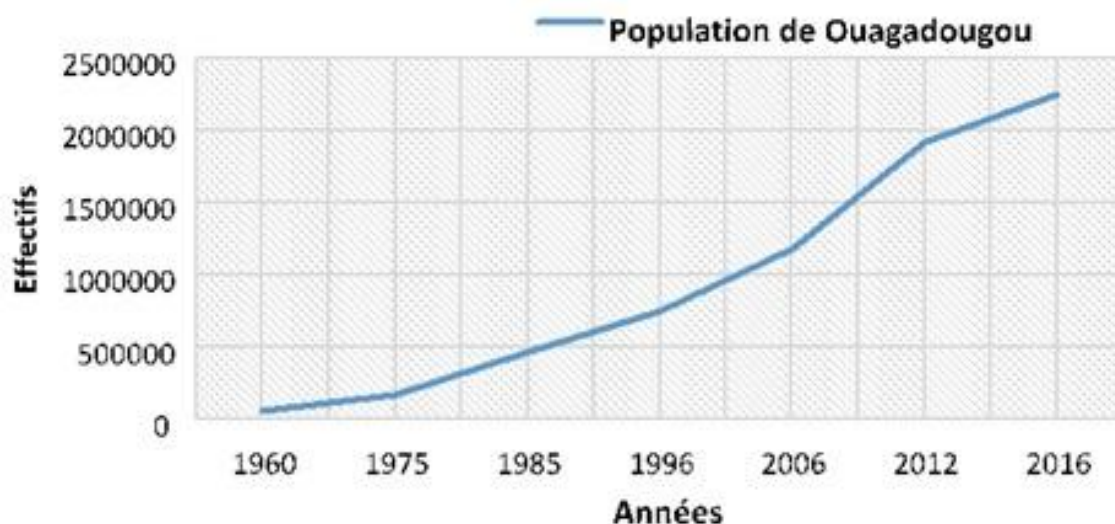
Bien que tardivement entré dans le processus d'urbanisation, le continent africain a vu s'accélérer de façon impressionnante la croissance de ses villes. Contrairement à ce que beaucoup pensent, l'Afrique n'est plus essentiellement rurale et elle le sera de moins en moins. Des auteurs comme [2] soulignent que près du tiers de la population africaine vivait en ville en 1990 contre seulement 14,5 % au début des années cinquante. Les projections des Nations unies prévoient que d'ici à 2030, plus de la moitié des africains résidera en zone urbaine. Le déclin s'est produit dans les années soixante avec le triplement de la population urbaine, suivi dans

les années quatre-vingt par une véritable explosion conduisant par exemple le Sahel à multiplier sa population urbaine par dix en 40 ans. Bien que les rythmes se soient aujourd'hui essoufflés, la plupart des capitales croissent encore au rythme d'environ 4 % l'an. Ce qui signifie un doublement de leur population en moins de 20 ans [2].

En outre, en 1990, on estimait que 40 à 50% de la croissance récente des mégapoles en Afrique Subsaharienne, relevaient des formes irrégulières de production d'habitat. Cela s'est traduit par une occupation du sol sans titre de jouissance et le non-respect des normes de construction et d'équipement [3].

Les effets de la croissance toujours rapide des villes primaires comportent une pénurie aiguë de logements, les encombrements de la circulation, la pollution et un étalement urbain non maîtrisé. C'est le cas de Ouagadougou, principale ville et capitale administrative et politique du Burkina Faso dont la forte croissance urbaine entraîne une croissance des besoins en logements avec comme corolaire son étalement spatial démesuré. En effet, cette ville est caractérisée par une évolution de sa population (graphique 1).

Graphique 1 : Évolution de la population de Ouagadougou de 1960 à 2016



Source : INSD, données RGPH, 1960, 1975, 1985, 1996, EPOB, 2012, Projection 2016 [4].

Le graphique 1 illustre une évolution très importante de la population de Ouagadougou de 1960 à 2016. Elle comptait un peu plus d'un million d'habitants en 2006, soit environ 45 % de la population citadine du pays. L'ensemble urbain reste encore hétérogène, associant un centre-ville moderne, des zones d'habitat dense, parfois insalubres et des fronts d'urbanisation irrégulière [2].

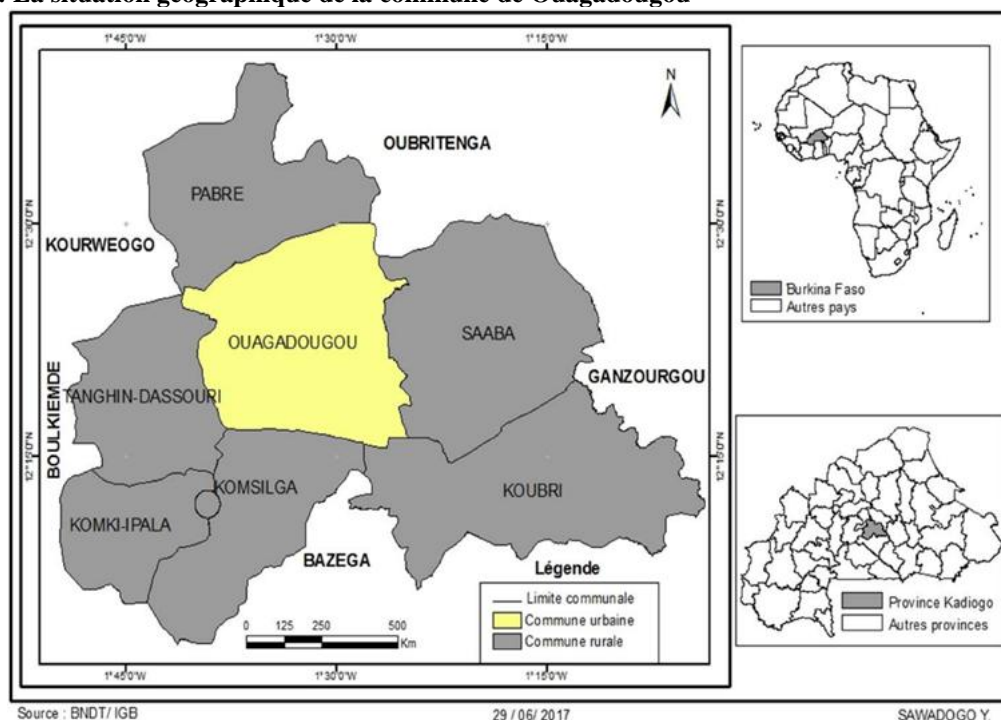
Ainsi, face à ce constat de la croissance urbaine galopante, la présente étude basée sur une recherche documentaire, des observations sur le terrain, une enquête et des entretiens vise à cerner les principaux facteurs de la croissance urbaine de la ville de Ouagadougou au Burkina Faso en Afrique de l'Ouest.

II. DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

L'étude de terrain s'est réalisée dans la ville de Ouagadougou. Située dans la vaste pénéplaine centrale du Burkina Faso dans la région du Centre, précisément dans la province de Kadiogo, entre la latitude 12° 21' 58" N et la longitude 1° 31' 05" W, la ville de Ouagadougou est à la fois la capitale nationale et la plus grande ville du pays (carte 1).

Elle se caractérise par un ensemble de terrains plats qui descendent en pente douce du sud vers le nord et par une absence de points élevés. Les pentes sont en effet faibles et varient entre 0,5 et 1% [5]. Aucun obstacle naturel ne limite l'étalement de la ville qui s'agrandit au gré de la croissance démographique et de l'occupation des espaces ruraux qui l'entourent.

Carte 1: La situation géographique de la commune de Ouagadougou



La commune urbaine de Ouagadougou est limitée au nord par les communes rurales de Pabré et de Loumbila, à l'est par celle de Saaba, au sud par celles de Koubri et de Komsilga et enfin à l'Ouest par la commune rurale de Tanghin-Dassouri avec une superficie de 518 Km². Elle occupe une superficie de 52 000 hectares dont 21 750 urbanisés [6] avec une population de 2 453 496 habitants en 2019 [7].

Le choix de ce site tient à plusieurs raisons. D'abord, Ouagadougou est la capitale du Burkina Faso. Ensuite, elle fait partie des métropoles les plus peuplées de l'Afrique de l'Ouest et connaît une croissance démographique et spatiale beaucoup plus rapide. Enfin, Ouagadougou joue un rôle capital dans le développement urbain et économique du Burkina Faso au regard de son poids démographique et de l'importance des activités qu'elle abrite. Pour mener à bien l'étude, une enquête a été réalisée dans les arrondissements de Bogodogo et de Boulmiougou. Le choix de ces arrondissements s'explique par plusieurs raisons: ces deux arrondissements sont situés à la périphérie de la ville, faiblement équipés par rapport au centre-ville en infrastructures et services urbains de base. Ils regroupaient selon [8], presque 60% des populations de Ouagadougou dont Bogodogo (29%) et Boulmiougou (30,5%). Ils connaissent aussi une croissance rapide de leur population. Le taux de croissance est passé de 7,10% entre 1985 et 1996 à 7,80% entre 1996 et 2006 à Bogodogo. À Boulmiougou, ce taux est passé de 8,25% entre 1985 et 1996 et 10,20% entre 1996 et 2006 [8]. Par ailleurs, ces arrondissements concentrent aussi bien des zones loties et des zones non loties. Ce qui justifie que ces espaces continuent de s'étendre et explique aussi des limites des politiques de l'habitat à Ouagadougou.

Ainsi, les travaux de terrain ont concerné des enquêtes, des interviews et des observations directes. Le questionnaire est adressé aux chefs de ménage. Il est composé de cinq grandes parties à savoir l'identification des chefs de ménage, leurs caractéristiques socio-économiques, les caractéristiques des logements, les équipements dans les concessions et divers. À défaut de la disponibilité du chef de ménage, l'épouse ou un fils aîné de la famille se substituait à celui-ci. L'échantillon de l'étude est de 250 chefs de ménages enquêtés dont 200 ménages dans les zones loties et 50 dans les non loties. La répartition a été effectuée selon les données de l'INSD [9]. Ainsi, l'enquête a concerné 125 ménages dans chacun des deux arrondissements (Bogodogo et Boulmiougou). Des entretiens avec les responsables de certaines structures comme la direction générale de l'urbanisme et du territoire, de la société nationale d'aménagement des terrains urbains, les mairies de Ouagadougou, des arrondissements de Bogodogo et de Boulmiougou, les directions de l'Office National de l'Eau et de l'Assainissement (ONEA), de la société nationale burkinabè d'électricité, de la société de transport en commun de Ouagadougou ; les centres de santé et scolaire des arrondissements concernés par les enquêtes. Le traitement des données recueillies a été effectué à partir d'un dépouillement manuel et à l'ordinateur à l'aide des logiciels notamment Excel pour le traitement des données et la réalisation des tableaux et graphiques et Arc GIS 10 pour la réalisation des cartes.

III. RÉSULTATS ET DISCUSSION

La présente étude aborde les facteurs de la croissance de Ouagadougou. Ils sont à la fois historique, politique, démographique et spatial.

Absence d'une politique d'envergure pour accompagner la croissance urbaine de l'indépendance jusqu'à la Révolution de 1983

Après l'accession du pays à l'indépendance le 5 août 1960, et malgré le transfert de tous les pouvoirs, aucune politique d'envergure n'a accompagné l'accroissement de la population et l'extension spatiale de la ville de Ouagadougou. Selon [10], une politique urbaine du « laisser faire » caractérise les deux décennies suivantes. En 1951, le nombre d'habitants est de 37 678 et passera à 57 952 en 1961. Dès les années 1970, la capitale connaît une croissance démographique sans précédent notamment en raison de l'exode rural survenu après les grandes sécheresses de 1973-1974 et 1983-1984. En 1975, Ouagadougou comptait 172 661 habitants et sa population doublera en 10 ans pour atteindre 441 514 habitants en 1985 [10].

Durant cette période, le taux d'urbanisation passe de 6,4% à 12,5% [11]. Néanmoins, ce taux est faible par rapport aux pays de la sous-région et s'explique en partie par le fait que l'exode rural se portait davantage vers l'étranger (Côte d'Ivoire, Ghana, Gabon) que vers les villes de la Haute-Volta [12]. L'armée dirigée par le colonel Sangoulé Lamizana prend le pouvoir en 1966 suite à des soulèvements populaires contre le régime autocratique du premier Président de la Haute-Volta indépendante, Maurice Yaméogo. Devenu général, Lamizana s'efforce à s'attacher des alliés politiques parmi la chefferie moaga (notables et ruraux) afin d'avoir un meilleur encadrement fiscal de la population. La gestion municipale continue donc de fonctionner selon deux axes, un pouvoir municipal faible et des quartiers organisés autour des notabilités coutumières » [10].

Sa croissance a été importante et mal contrôlée par les autorités jusqu'à la Révolution de 1983 [2]. Pourtant, [13] signalent que la Révolution de 1983 a marqué la ville de Ouagadougou par son programme urbain volontariste et autoritaire ayant pour ambition de briser les notabilités coutumières, de se défaire de l'emprise étrangère, de construire une société nouvelle et d'édifier un urbanisme digne selon les dirigeants d'une capitale moderne à travers, notamment, des lotissements à grande échelle et la construction de cités. Ces ambitions politiques ont accéléré les mutations au niveau de la ville instaurant une période qui « a permis à celle-ci d'essayer de rentrer dans le concert de ce qu'on appelle vraiment les villes modernes ».

En plus de ces facteurs à la fois politique et historique, les aspects démographiques expliquent la croissance urbaine de Ouagadougou.

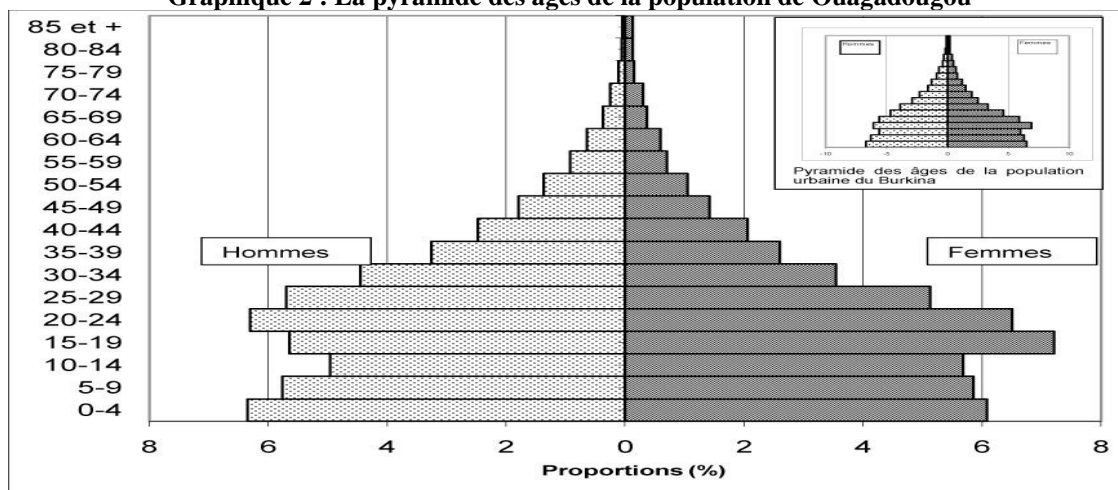
Augmentation sensible du taux de natalité et une immigration massive

Avec une population de 60 000 habitants en 1960, Ouagadougou a vu sa population passer à 172 661 habitants en 1975, soit un taux d'accroissement annuel de 7,4%. Le recensement général de la population de 1985 affichait une population de 441 514 habitants avec un taux d'accroissement de 9,4%. Ce chiffre atteindra 709 736 en 1996 puis 1 475 223 en 2006, avec respectivement des taux d'accroissement annuel de 4,3% et 4,2%. En 2006, Ouagadougou rassemblait 46% de la population urbaine nationale, soit 10,5% de la population nationale [9]. Cette expansion démographique de Ouagadougou est liée à un fort dynamisme interne résultant d'une augmentation sensible du taux de natalité et une immigration massive. En 2006, le taux de natalité était de 35‰ contre 75‰ en 1960, 49,6‰ en 1985 et 38,1‰ en 1996. Le nombre de jeunes en âge de procréer était de 63% de la population en 2006 et le taux de fécondité urbaine était de 4,1 enfants par femme contre 6,2 en 1985 et 5 en 1996. Le taux de mortalité infantile urbain est passé de 11,6‰ en 1996 à 6,8‰ en 2006 alors que celui au niveau national est passé de 14,8‰ à 11,8‰ [9].

Le peuplement de Ouagadougou repose encore largement sur des flux, qui prennent place dans les frontières du pays. En 1997, selon le rapport sur le développement humain durable au Burkina Faso, les migrations internes au Burkina Faso représentaient 27% du total des migrations et 40% d'entre elles étaient dirigées vers Ouagadougou et Bobo-Dioulasso. Le recensement démographique de 1996 a pour sa part relevé que, sur l'ensemble des populations recensées vivant dans un lieu autre que celui de leur naissance (migrants durée de vie), 34,3% résidaient dans un centre urbain. Parmi eux, 56% étaient établis à Ouagadougou contre seulement 19,6% à Bobo-Dioulasso. Par ailleurs, selon la même source, 46,9% des migrants internes récents s'étaient orientés vers Ouagadougou, tandis que Bobo-Dioulasso en accueillait 13% [14]. D'après [15], entre 1990 et 2000, les migrations procurent une croissance annuelle de 2,1% à Ouagadougou, soit en moyenne, un gain d'environ 15 000 personnes par an. Avec une croissance naturelle de l'ordre de 3% par an, on peut estimer que les migrations étaient responsables des deux tiers de la croissance ouagalaise entre 1975 et 1985, contre seulement un tiers entre 1985 et 1996. La région du centre joue ainsi un rôle important : entre 1990 et 2000, 33% des entrées dans la capitale en sont issues et elles représentent 31% des sorties alors qu'elle regroupe seulement 15% de la population nationale [15].

La pyramide des âges de la population de l'agglomération de Ouagadougou répartie entre les natifs c'est-à-dire ceux qui ont toujours vécu de manière continue dans la capitale et les migrants illustre cette situation (graphique 2).

Graphique 2 : La pyramide des âges de la population de Ouagadougou



Source : monographie de Ouagadougou, RGPH [9].

Avec à peu près la même forme que la pyramide de la population urbaine du Burkina Faso, cette pyramide est caractéristique d'une population urbaine avec une base rétrécie, un sommet effilé qui est le résultat de la forte mortalité aux âges élevés et des échancrures par endroits.

La pyramide une fois de plus, met en exergue, la jeunesse de la population de Ouagadougou. Cependant, on observe des saillies importantes au niveau des groupes d'âges de 15-19 ans et de 20-24 ans. Ce résultat pourrait s'expliquer par une migration des jeunes quittant le milieu rural pour fréquenter les établissements secondaires et supérieurs dans la commune urbaine de Ouagadougou. Par ailleurs, de 5 à 24 ans, il y a plus de filles que de garçons à Ouagadougou. Le milieu urbain étant pourvoyeur d'emplois, les femmes s'y rendent dans l'espoir d'y trouver du travail dans les ménages ce qui se traduit par une prédominance de l'effectif des femmes sur celui des hommes jusqu'à 25 ans. Au-delà de cet âge et ce, jusqu'à 69 ans, il y a une prédominance de l'effectif des hommes sur celui des femmes. À partir de 65 ans, il y a à peu près autant d'hommes que de femmes et cela peut s'expliquer par la faible mobilité de personnes âgées et en partie par le retour des migrants de la ville vers leur lieu d'origine une fois la retraite acquise.

Les résultats de la présente enquête révèlent aussi que les chefs de ménages proviennent d'origines géographiques différentes. Sur les 250 chefs de ménages enquêtés, seulement 19,2% sont originaires de Ouagadougou. Les apports migratoires les plus importants proviennent de la plaine mossie notamment les régions du Plateau central (13,2%), du Centre- Est (10,8%), du Centre-Nord (8,8%) et du Centre-Ouest (7,6%).

Tableau 1 : Origine géographique des chefs de ménage

Régions	Effectifs	Pourcentage
Centre	48	19,2
Haut-Bassin	19	7,6
Cascades	14	5,6
Boucle de Mouhoun	16	6,4
Centre-Ouest	19	7,6
Nord	18	7,2
Centre Nord	22	8,8
Sud-Ouest	12	4,8
Sahel	3	1,2
Plateau central	33	13,2
Centre-Est	27	10,8
Est	8	3,2

Autres pays d'Afrique	11	4,4
Total	250	100

Source : Travaux de terrain

L'attractivité de Ouagadougou dépasse les frontières du pays avec la présence dans la ville d'autres nationalités. Le parcours migratoire suivi est généralement simple. Il va de la province d'origine des régions concernées le plus souvent et aboutit à la ville capitale nationale (Ouagadougou). Les raisons de ces migrations sont principalement guidées par le souci de bien-être, d'études et de profession. La projection de la population de la ville de Ouagadougou à l'horizon 2025 (tableau 2) montre que la population de Ouagadougou atteindra 4 160 741 habitants, soit presque le double de celle d'aujourd'hui estimée à 2 453 496 habitants en 2019 [7].

Tableau 2 : Projection de la population de Ouagadougou, horizon 2025

Arrondissements	1985	1996	2006	2008	2010	2015	2020	2025
Baskuy	193 048	173 124	180 512	182 031	183 563	187 451	201143	215836
Bogodogo	96 443	207 380	374 473	421 393	474 192	636 974	875 992	1204700
Boulmiougou	76 411	180 895	366 182	421 596	485 395	690 389	1005050	1463125
Signonghin	63 532	117 752	188 329	206 842	227 175	287 189	371 800	481340
Nongremassom	30 243	73 085	163859	192 579	226 332	338 917	519317	795 740
Total commune de Ouagadougou	459677	752236	1 273355	1424441	1596657	2140920	2973302	4160741

Source : INSD, réalisé à partir des données des recensements de 1996 et 2006 [9].

Il apparaît à la lecture du tableau 2 que les effectifs de population de la ville de Ouagadougou ont connu des rythmes de diverses évolutions. Ainsi, si des contraintes spatiales et des impératifs nationaux d'aménagement de la capitale ont induit un ralentissement de la croissance de l'arrondissement central de Baskuy, on assiste en revanche à l'expansion des zones périphériques notamment les arrondissements de Bogodogo, de Boulmiougou et de Nongremassom, aidée en cela par la disponibilité en espace et l'exode rural. Entre 2006 et 2025, ces trois arrondissements vont plus que tripler leur effectif alors que l'allure de la croissance observée à Signonghin est moins exponentielle et l'est beaucoup moins encore à Baskuy.

Hormis, les facteurs à la fois politique, historique et démographique, des aspects spatiaux expliquent la croissance urbaine de Ouagadougou.

Les quartiers non-lotis : une réponse populaire face à l'insuffisance de l'offre publique en logement

Selon [16], en 1960 le colonisateur a légué à l'État indépendant une ville aménagée qui s'étendait sur 920 hectares. Depuis lors, l'extension de la ville s'est poursuivie dans un chassé-croisé entre lotissements et quartiers d'habitat spontané. De 1960 à 1984, l'extension spatiale de la ville semblait encore modérée. L'espace aménagé à Ouagadougou entre 1960 à 1984 était de 1 040 hectares ; ce qui a porté à 1 960 hectares la superficie totale aménagée. Dans le même temps, les quartiers d'habitat spontané occupaient 4 900 hectares, ce qui donnait à la ville une superficie totale de 6 860 hectares dont seulement 28,6% lotis. Les taux d'extension annuelle correspondants ont été de 3% pour les quartiers lotis et de 11% pour les quartiers d'habitat spontané. Cette distorsion résultait du fait que les lotissements effectués par à-coups ne s'inscrivaient dans aucune logique ou programme d'ensemble. Les interventions répondaient plutôt aux soucis des pouvoirs publics de rattraper le croît démographique de la ville. Concernant la population de 59 126 habitants en 1960, elle est passée à 441 514 habitants en 1985 dont près de 60% dans les quartiers spontanés. La majorité de la population dont les moyens limitaient l'accès aux zones aménagées constituaient l'essentiel des ménages de ces quartiers non lotis. Car s'acheter une parcelle lotie à Ouagadougou relevait d'une véritable gageure, les terrains viabilisés non mis en valeur coûtant entre 500 000 et 1 500 000 FCFA et parfois plus selon les situations. Quant aux loyers, ils représentaient 30 à 50% du salaire des ménages urbains. Cette situation obligeait de nombreux ménages démunis à s'adresser aux propriétaires terriens des villages périurbains pour solliciter des terrains et y construire leurs logements. C'est la réponse populaire à l'insuffisance de l'offre publique en logement et en terrains à bâtir accessibles à tous les revenus. Au cours de la période de 1984 à nos jours, les extensions périurbaines semblent

avoir été plus importantes, le Conseil National de la Révolution (CNR) au pouvoir à partir de 1983 ayant quelque peu accéléré le processus d'extension de la ville.

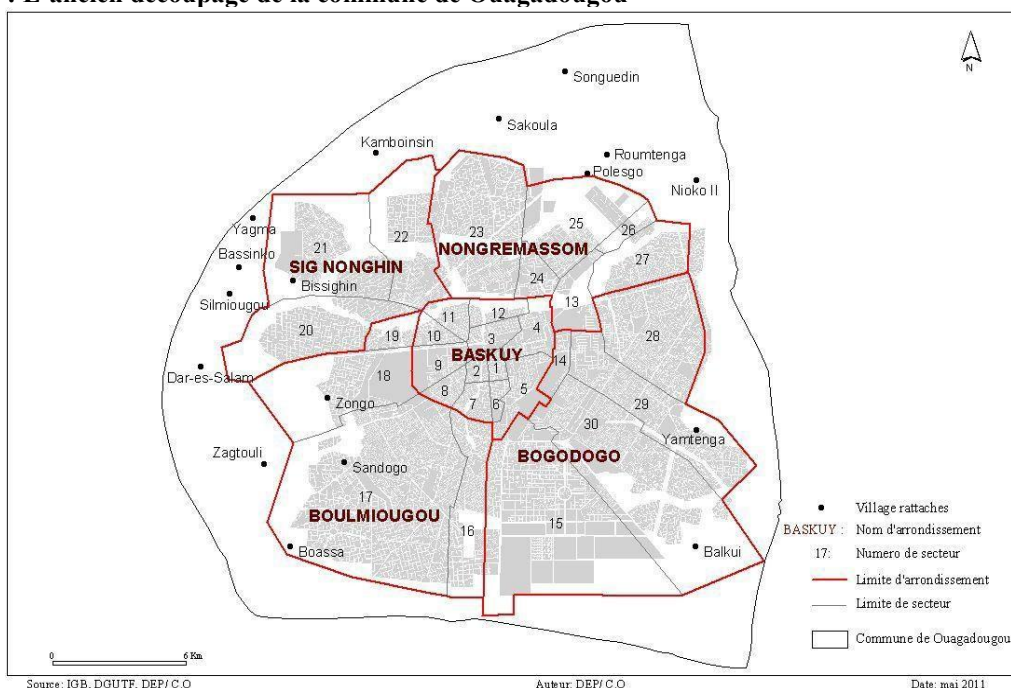
Dans le domaine de l'habitat à Ouagadougou, d'après [17], l'une des mesures concernant Ouagadougou a été de fixer de nouvelles limites de la ville. Le décret pris dans ce sens a élargi le territoire communal en englobant certains villages et leurs zones agropastorales (Cissin au Sud, Dassasgho et Wayalghin à l'Est, Kossodo au Nord, etc.). Le programme populaire de développement (PPD octobre 1984-décembre 1985) consacré à ces lotissements a permis de mettre, en peu de temps, à la disposition de la population plus de 64 000 parcelles loties à Ouagadougou pour plus de 120 000 toutes les villes confondues. Ces lotissements ont contribué à accroître considérablement l'espace urbain ouagalais d'environ 6 000 hectares aménagés.

Mais, loin de juguler le phénomène, [17] précise que la restructuration a accéléré le processus de création des quartiers d'habitat spontané. Mais, quelques années seulement après la fin des lotissements à grande échelle, soit en 1990, les zones non loties ont regagné du terrain au point qu'elles occupaient environ 34% du territoire urbain. En 2004, on estime à plus de 7 000 hectares l'étendue des quartiers d'habitat spontané dans la capitale. La ville avait 18 000 hectares en 1995, une superficie comparable à celle de Paris d'après les techniciens, avec cependant dix fois moins d'habitants [17]. Ainsi, en un demi-siècle (de 1956 à 2005), la population a été multipliée par 26 et la superficie urbanisée a été multipliée par 4 [18]. D'une manière générale, de 1960 à 2019, la population de cette ville a été multipliée par 41,49. Par ailleurs, d'après les travaux de [19] et [20], en 2010, la municipalité de Ouagadougou estimait à 36 000 hectares la superficie totale de la ville. Ouagadougou n'a pas été préparée à cette croissance, elle la subit. Avec une population qui représente plus de 10% de la population totale du Burkina Faso, la densité moyenne (relative à l'espace des 30 secteurs) était de 7 habitants/km² en 2006 contre une densité moyenne de 59 habitants/km² sur l'ensemble du pays. La progression de cette densité correspond respectivement à : 868 habitants/km² en 1956 ; 2801 habitants/km² pour 1981 soit 3,23 fois plus élevé qu'en 1956 ; 6 246 habitants/km² pour 2005, soit 2,23 fois plus qu'en 1981.

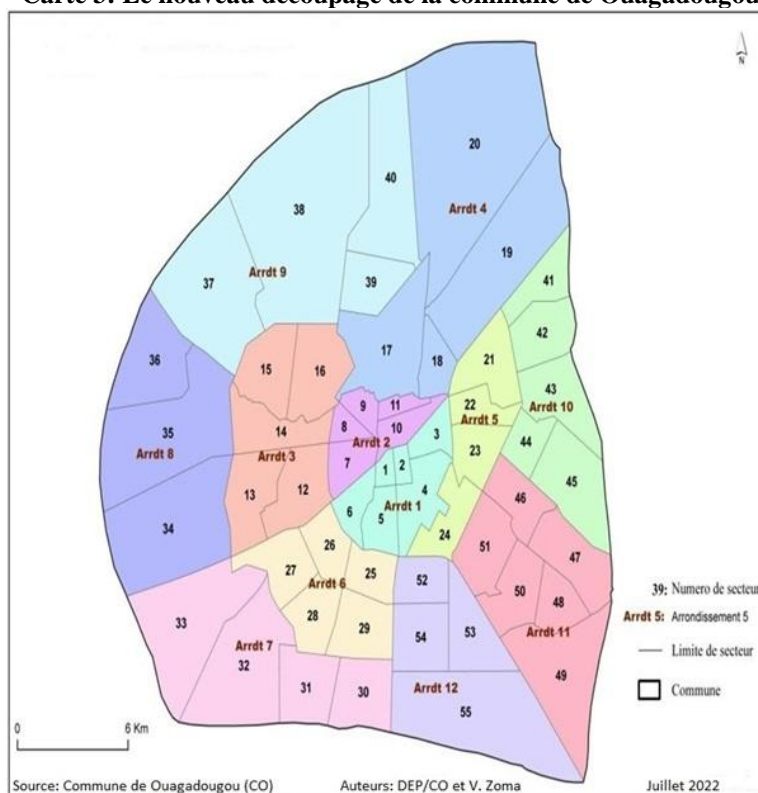
Dans ce contexte, l'étalement urbain de Ouagadougou a alors conduit les aménagistes à analyser l'urbanisation à l'échelle de ce qui est communément appelé le « Grand Ouaga », c'est-à-dire une superficie de 3 304 km² formée par la commune urbaine de Ouagadougou (302,2 km²) et sept communes rurales périphériques. Les verrous qu'ont été les barrages, la forêt classée du barrage, les différentes ceintures vertes aménagées pour contenir les extensions périurbaines n'ont pas pu résister au rouleau compresseur des extensions périurbaines. Les villages périurbains de Zagtouli, Pabré, Bassinko et Saaba, situés à 15 km en moyenne au centre sont déjà dans la ville. Loumbila dans la province d'Oubritenga, à 25 km de la capitale, n'est plus si loin. En outre, le processus d'urbanisation est en cours depuis un certain nombre d'années. Dans cette commune, il y a un établissement secondaire pour jeunes filles, une école de formation d'enseignants du primaire et la réalisation récente d'un lotissement par la SONATUR [19] et [20].

Avec les recompositions administratives dans lesquelles il est passé maître, l'État peut encore repousser les limites de la commune. À ce rythme, Dapelgo et Saponé à 30 km respectivement au Nord et au Sud, Ziniaré à 35 km et même Kokologo et Kombissiri à 45 km à l'Ouest et au Sud, risquent un jour de devenir des quartiers ou secteur de Ouagadougou si la tendance se poursuivait. On peut le redouter, puisqu'en définitive l'État est toujours à la traîne des stratégies populaires de contrôle du foncier en milieu périurbain, en dépit de l'importance des enjeux en présence. L'implantation d'une ceinture verte au nord de la ville pour créer un poumon vert et limiter l'expansion de celle-ci n'a pas empêché le développement de zones non loties aux abords de celles loties [17], [19] et [20]. Cette situation a conduit les autorités communales à un projet de redécoupage administratif de la ville en douze (12) arrondissements et 55 secteurs (carte 2 et 3).

Carte 2 : L'ancien découpage de la commune de Ouagadougou



Carte 3: Le nouveau découpage de la commune de Ouagadougou



Ces deux cartes (2 et 3) montrent que le découpage de la ville est passé de 5 arrondissements à 12. En effet, avant l'entrée en vigueur de la loi 2009-066 du 29-12-2009 portant découpage de la capitale politique en 12 arrondissements et 55 secteurs, Ouagadougou comptait 5 arrondissements subdivisés en 30 secteurs avec 17 villages rattachés. L'arrondissement de Baskuy de sa position centrale dans la ville n'a aucun village rattaché. C'est l'arrondissement de Sig-Nonghin qui comptait le plus de village rattachés avec 6 au total à savoir Silmiougou, Bassinko, Yagma, Dar-es-Salaam, Kamboincé et Bissighin.

IV. CONCLUSION

L'analyse de la croissance urbaine de la ville de Ouagadougou (capitale du Burkina Faso en Afrique de l'Ouest) a mis en relief des facteurs à la fois historique, politique, démographique et spatial.

En Afrique occidentale, les grandes villes ont très souvent des origines historiques et politiques qui favorisent leur croissance. La plupart d'entre elles sont des capitales politiques ou économiques nationales et ont bénéficié à l'instar de Ouagadougou des investissements en infrastructures et équipements socio-économiques après les indépendances en 1960. Cette attention particulière des autorités envers les villes capitales au détriment des villes secondaires va contribuer à orienter prioritairement les migrants vers ces espaces urbains développés, considérés comme des lieux qui offrent d'énormes possibilités d'emploi et d'épanouissement social aux populations.

En outre, l'arrivée massive de ces ruraux à Ouagadougou, ajoutée à un croît naturel encore relativement faible a entraîné une croissance démographique très importante dans la ville de Ouagadougou ; avec comme conséquence immédiate, une forte demande en logements.

Malheureusement, les dysfonctionnements dans le secteur de l'habitat, la spéculation foncière et la précarité des revenus de la majorité de la population urbaine ont conduit à la formation des quartiers précaires comme réponse aux questions pressantes en logements. Ainsi, pour faute de moyens pour s'offrir des conditions de vie décentes, les pauvres citadins échafaudent chaque fois des stratégies pour accéder aux services urbains de base et de l'espace : branchements illicites à l'eau, l'électricité et le téléphone, détournement et /ou contournement des règles foncières entraînant au fur et à mesure une extension spatiale incontrôlée de l'espace urbain de Ouagadougou.

Tout ceci nécessite aujourd'hui des politiques efficaces en terme d'aménagement urbain pour résoudre les questions d'habitat informel mais aussi pour contenir l'exode rural massif à Ouagadougou afin de limiter son extension spatiale démesurée.

RÉFÉRENCES

- [1]. Ogalama G., 2013. *La pratique d'urbanisme en Afrique subsaharienne : Bilan et perspective stratégique. L'exemple de la ville de Bangui*. Thèse de doctorat en géographie, université François-Rabelais de Tours, Aménagement de l'espace, urbanisme, 277 p.
- [2]. Fournet F., Meunier-Nikiema A., Salem G., Harang M., Kafando Y., Meyer P.-E., Rican S. et Varenne B., 2008. *Ouagadougou (1850-2004), une urbanisation différenciée, petit atlas urbain*. IRD Éditions, [En ligne], https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers10-05/010048783.pdf, Consulté, 13/06/2022.
- [3]. Rochefort M., 2000. *Le défi urbain dans les pays du Sud*, Paris. L'harmattan, 184 p.
- [4]. Séré S., 2020. *L'accès au logement des jeunes adultes à Ouagadougou (Burkina Faso): pratiques et stratégies résidentielles*. Thèse de doctorat en géographie. Université Rennes 2 et Université Joseph Ki-Zerbo, 450 p.
- [5]. Yra A., 2001. *L'extension spatiale de Ouagadougou : Un défi à l'aménagement et à l'équipement de la ville*. Mémoire de fin de cycle, diplôme de formation supérieure en planification régionale et aménagement du territoire, Ouagadougou, 187 p.
- [6]. ONU-Habitat 2007. Profil urbain de Ouagadougou, 40 p., [En ligne], https://unhabitat.org/sites/default/files/download-manager-files/Burkina%20Faso_Ouagadougou.pdf, Consulté, le 13/05/2022.
- [7]. Institut national de la statistique et de la démographie (INSD), 2020. *Résultats Préliminaires du 5e Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH), 2019*. Ouagadougou, 76 p.
- [8]. Institut national de la statistique et de la démographie (INSD), 2006a. *Recensement Général de la Population et de l'Habitat. Croissance urbaine, analyse des résultats définitifs*. Ouagadougou, 118 p.
- [9]. Institut national de la statistique et de la démographie (INSD), 2006b. *Recensement Général de la Population et de l'Habitat. Ménages et habitat, analyse des résultats définitifs*, octobre 2009. Ouagadougou, 176 p.
- [10]. Dupuis B., Leu P., Söderström O. et Biehler A., 2010. *La mondialisation des formes urbaines à Ouagadougou*. [En ligne], http://www.unine.ch/legacy/repository/default/content/sites/inst_geographie/files/shared/documents/hanoi_ouaga3_La_mondialisation_des_formes_urbaines_a_Ouagadougou_troisieme_partie.pdf, Consulté, 13/06/2022.
- [11]. Jaglin S., 1995. *Gestion urbaine partagée à Ouagadougou : pouvoir et périphéries (1983-1991)*. Paris, Karthala-ORSTOM, 659 p.
- [12]. Cormier J., 1993. *L'Etat, les cités de la révolution burkinabè et les bailleurs de fonds*. Institut français d'urbanisme, Paris, Université Paris VIII, 307 p.
- [13]. Jaglin S., Le Bris E., Marie A., Osmont A., Ouattara A., Ouédraogo J., Piron-Ayraud M., Poussi M. et Sanou B., 1992. Les enjeux des extensions urbaines à Ouagadougou, Burkina Faso (1984-1990). Compte-rendu de fin d'étude d'une recherche financée par le Ministère de la recherche et de la technologie, contrat n° 48, Janvier 1992, 432 p.
- [14]. Kafando Y., 2006. *Transport urbain et santé de la population : Le cas de Ouagadougou*. Mémoire de DEA, Université d'Abomey Calavi, Lettres, arts et Sciences humaines, 95 p.
- [15]. Ouédraogo D. et Piche V., 2007. *Enquête Migratoire, Insertion Urbaine et Environnement au Burkina Faso (EMIUB)*. Harmattan Burkina Faso, Presses Universitaires de Ouagadougou, 332 p.
- [16]. Ouattara A., 1993. « Les enjeux de l'urbanisation à Ouagadougou », in *EUREKA*, Bulletin du CNRST, n°6, juillet 1993, pp 18-30.
- [17]. Ouattara A., 2004. Les enjeux de la dynamique des extensions périurbaines à Ouagadougou (Burkina Faso), INSS/CNRST-Ouagadougou Burkina Faso, [En ligne], http://ceped.cirad.fr/Cdrom/dynamiques_périurbaines/html/Ouagadougou.htm, Consulté, le 13/05/2022.
- [18]. Kientga S.M., 2008. *Contribution du SIG à l'analyse des liens déchets-santé en milieu urbain dans les pays en développement. Cas de deux secteurs de la ville de Ouagadougou, Burkina Faso*. Thèse ; Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne, 241p.
- [19]. Gouëset V., 2009. « Développement urbain et mobilités à Ouagadougou : le rôle des politiques publiques ». In : *Boyer Florence (coord.), Delaunay Daniel (coord.). Peuplement de Ouagadougou et développement urbain : rapport provisoire. Ouagadougou (BKF)*. Paris : IRD ; Université Paris 1, p. 136-167.
- [20]. Boyer F., Gouëset V., Delaunay D., 2016. « Les mobilités quotidiennes, un révélateur des inégalités sociospatiales à Ouagadougou ». In *Presses de Sciences Po | « Autrepart »*, vol. 4 N° 80 ? pp. 47 à 68.